

RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES

HORTIBAT

31/12/2022

HORTIBAT

Association loi 1901

Siège social : 7 route Nationale
Hameau le jeune bois
59157 BEAUVOIS EN CAMBRESIS

..*.*.*
.:*.:*.:*

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

HORTIBAT
Association loi 1901
Siège social : 7 route Nationale
Hameau le jeune bois
59157 BEAUVOIS EN CAMBRESIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2022

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HORTIBAT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association HORTIBAT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la correcte évaluation des fonds dédiés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Anzin, le 01/02/2024

Le Commissaire aux comptes
SARL ORCOM HDF



Yann HERVE
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	5 078	5 078				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	257 250	36 348	220 902	233 765	12 863	5.50
	Constructions	309 944	23 095	286 849	278 064	8 785	3.16
	Installations techniques Matériel et outillage	605 967	310 304	295 663	310 530	14 868	4.79
	Immobilisations corporelles en cours	118 240		118 240		118 240	
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	15 927		15 927	3 881	12 046	310.38
Total I		1 312 406	374 825	937 580	826 240	111 340	13.48
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	24 195		24 195	26 915	2 720	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 030 370	22 713	1 007 657	621 272	386 386	62.19
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	575 916		575 916	178 258	397 658	223.08
	Valeurs mobilières de placement	384 557	12 349	372 208	384 557	12 349	3.21
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	874 397		874 397	1 016 730	142 333	14.00
	Charges constatées d'avance (2)	1 633		1 633	2 962	1 329	44.87
Total II		2 891 068	35 062	2 856 006	2 230 693	625 312	28.03
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		4 203 473	409 887	3 793 586	3 056 934	736 652	24.10

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	1 682 119	1 575 201	106 918	6.79
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	90 325	90 325		
	Autres				
	Report à nouveau	1	0	0	170.00
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	8 870	106 918	115 788	108.30
	Situation nette (sous total)	1 763 575	1 772 445	8 870	0.50
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	1 763 575	1 772 445	8 870	0.50
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques	33 676	15 018	18 658	124.24
	Provisions pour charges				
	Total III	33 676	15 018	18 658	124.24
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	403 274	450 162	46 887	10.42
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	166 141	169 603	3 462	2.04
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	811 545	307 524	504 020	163.90
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	303 406	283 347	20 058	7.08
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	311 970	58 834	253 136	430.25
	Total IV	1 996 335	1 269 471	726 864	57.26
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 793 586	3 056 934	736 652	24.10

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

YH

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2022 12	31/12/2021 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	65 018	27 760	37 258	134.21
Ventes de dons en nature	1 280 802	1 244 146	36 655	2.95
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 566 509	1 273 069	293 440	23.05
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	100 184	16 142	84 041	520.62
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	591	17 681	17 091	96.66
Total I	3 013 103	2 578 799	434 303	16.84
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	49 035	14 304	34 731	242.80
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	523 834	510 234	13 600	2.67
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	91 922	158 743	66 821	42.09
Salaires et traitements	1 880 897	1 433 914	446 983	31.17
Charges sociales	282 768	239 189	43 580	18.22
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	123 944	98 709	25 235	25.57
Dotations aux provisions	52 844	20 998	31 846	151.66
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	111		111	
Total II	3 005 134	2 476 091	529 043	21.37
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	7 969	102 708	94 740	92.24

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

44

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	9 267		9 222		45	0.49
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	9 267		9 222		45	0.49
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	4 374		2 826		1 548	54.77
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	4 374		2 826		1 548	54.77
2. Résultat financier (III-IV)	4 893		6 396		1 503	23.50
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	12 862		109 104		96 243	88.21
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	13 372				13 372	
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	13 372				13 372	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	5 000		85		4 915	NS
Sur opérations en capital	27 874				27 874	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	32 874		85		32 789	NS
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	19 502		85		19 417	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 229		2 101		128	6.10
Total des produits (I+III+V)	3 035 742		2 588 022		447 720	17.30
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 044 612		2 481 103		563 508	22.71
5. EXCEDENT OU DEFICIT	8 870		106 918		115 788	108.30

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 793 585.97 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 013 102.64 Euros et dégageant un déficit de 8 869.74- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 078		2 149
Terrains	257 250		230 164
Constructions sur sol propre	283 784		26 160
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	282 461		24 477
Installations générales agencements aménagements divers	2 662		60 603
Matériel de transport	238 725		41 879
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	43 869		9 045
Immobilisations corporelles en cours			118 240
TOTAL	1 108 751		510 568
Prêts, autres immobilisations financières	3 881		12 161
TOTAL	3 881		12 161
TOTAL GENERAL	1 112 632		522 729

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		2 149	5 078	5 078
Terrains		230 164	257 250	257 250
Constructions sur sol propre			309 944	309 944
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		43 368	263 570	263 570
Installations générales agencements aménagements divers		6 843	56 422	56 422
Matériel de transport		46 500	234 104	234 104
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 044	51 871	51 871
Immobilisations corporelles en cours			118 240	118 240
TOTAL		327 919	1 291 401	1 291 401
Prêts, autres immobilisations financières		115	15 927	15 927
TOTAL		115	15 927	15 927
TOTAL GENERAL		330 034	1 307 328	1 307 328

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	5 078	1 161	1 161	5 078
Terrains	23 485	14 691	1 828	36 348
Constructions sur sol propre	5 720	17 375		23 095
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	105 874	51 451	10 355	146 970
Installations générales agencements aménagements divers	686	2 268		2 954
Matériel de transport	117 445	40 656	36 257	121 844
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 182	7 366	2 011	38 536
TOTAL	286 392	133 807	50 451	369 747
TOTAL GENERAL	291 470	134 968	51 612	374 825

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	1 161				
Terrains	14 691				
Constructions sur sol propre	17 375				
Instal.techniques matériel outillage indus.	51 451				
Instal.générales agenc.aménag.divers	2 268				
Matériel de transport	40 656				
Matériel de bureau informatique mobilier	7 366				
TOTAL	133 807				
TOTAL GENERAL	134 968				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	15 018		15 018		
Amendes et pénalités		33 676			33 676
TOTAL	15 018	33 676	15 018		33 676

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	15 894	71 016	64 197		22 713
Autres provisions pour dépréciation		12 349			12 349
TOTAL	15 894	83 365	64 197		35 062
TOTAL GENERAL	30 912	117 041	79 215		68 738
Dont dotations et reprises d'exploitation		52 844	15 018		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	15 927	15 927	
Clients douteux ou litigieux	22 713	22 713	
Autres créances clients	1 007 657	1 007 657	
Personnel et comptes rattachés	448 330	448 330	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 573	26 573	
Divers état et autres collectivités publiques	43 709	43 709	
Débiteurs divers	57 304	57 304	
Charges constatées d'avance	1 633	1 633	
TOTAL	1 623 846	1 623 846	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1	1		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	403 273	47 370	194 412	161 491
Fournisseurs et comptes rattachés	166 141	166 141		
Personnel et comptes rattachés	620 027	620 027		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	149 689	149 689		
Impôts sur les bénéfices	2 229	2 229		
Autres impôts taxes et assimilés	39 599	39 599		
Autres dettes	303 406	303 406		
Produits constatés d'avance	311 970	311 970		
TOTAL	1 996 335	1 640 432	194 412	161 491
Emprunts remboursés en cours d'exercice	46 888			

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Installations techniques	Linéaire	8 ans
Matériels et outillages	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	4 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Evaluation des produits et en cours

Les prestations en cours sont valorisées selon la méthode de l'achèvement. Le coût de production de l'exercice comptabilisé en travaux en cours est déterminé à partir du prix de vente ramené à un prix d'achat par application d'un coefficient de charges de 90% du prix de vente, puis pondéré en fonction du temps passé à la clôture de l'exercice par rapport aux temps totaux prévus par l'action.

Si une perte à terminaison est prévue, elle fait l'objet d'une provision pour dépréciation des produits en cours et d'une provision pour risques indépendamment du taux d'avancement.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks et des prestations en cours.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances de plus d'un an sont provisionnées à 100%.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	17 500
Total	17 500

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 157
Dettes fiscales et sociales	147 917
Total	187 074

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

HORTIBAT
Association loi 1901

Siège social : 7 route Nationale
Hameau le jeune bois
59157 BEAUVOIS EN CAMBRESIS

* * * * *

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2022

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code de commerce.

Fait à Anzin, le 01/02/2024

Le Commissaire aux comptes
SARL ORCOM HDF



Yann HERVE
Associé